

Budget 2025 : Faillite à tous les étages Nous voulons des investissements publics !

Des coupes sans précédent pour achever les services publics

En vue de son budget 2025, le gouvernement Barnier, pourtant illégitime, vient d'annoncer l'austérité à tous les niveaux. Ainsi pour trouver « 60 milliards », ce sont 41,3 milliards d'économie (dont la moitié concerne le budget de l'État) qui sont prévues et 20 milliards de recettes. Plusieurs budgets de l'État sont largement amputés comme le ministère du travail avec 8,8% en moins ou 7,8% en moins à l'agriculture, sans compter les rabots sur les mesures en faveur de l'écologie, les 500 agents en moins à France Travail et les 4000 postes d'enseignant·es en moins dans l'éducation nationale¹... C'est aussi 5 milliards en moins pour le fonctionnement des collectivités territoriales et 14 milliards pour la sécurité sociale.

Cette annonce ne répond à aucune des attentes exprimées par les habitant·e·s de notre pays. Le gouvernement justifie l'injustifiable par des arguments fallacieux sur tous les sujets. Dans le prolongement des gouvernements Macron, qui ont ruiné le pays, les plus grandes fortunes sont globalement épargnées alors que leurs profits explosent. Ce n'est plus possible ! L'austérité nous la vivons déjà au quotidien et nous savons ce qu'elle provoque sur nos vies.

Usagers et fonctionnaires, un même combat, une même demande : des moyens pour bien vivre

En Seine-Saint-Denis, nous alertons et luttons depuis des années contre la détérioration des services publics et espaces collectifs. Ce sont des hospitalier·es qui luttent contre la dégradation du service (à Avicennes, à Delafontaine...) voire les fermetures (Bondy, Les Lilas...) Ce sont des personnels de l'éducation qui s'opposent aux suppressions de postes, aux mini-budgets, aux plafonds qui s'effondrent comme l'a montré la mobilisation pour le Plan d'Urgence... Ce sont des agents de la sécurité sociale qui ne

¹ Chiffres Le Figaro / Médiapart

veulent pas voir fermer leurs guichets. Ce sont aussi des usager·e·s qui réclament un meilleur traitement : des parents d'élèves qui veulent un vrai service du périscolaire, des personnes étrangères qui veulent avoir des réponses de la préfecture, des habitant·e·s dont les poubelles débordent. Sans compter les transports surchargés, les stades décrépis, les associations qui perdent leurs subventions...

Alors que le gouvernement annonçait son budget, plusieurs rassemblements avaient lieu sur le département pour dénoncer des situations ubuesques et violentes : au lycée Denis Papin de La Courneuve pour réclamer un·e infirmier·e, devant la mairie d'Aubervilliers pour l'accès aux centres de loisirs, à Bobigny pour demander un meilleur accès à la Santé des retraités, à Montreuil ou Aubervilliers contre des expulsions sans relogement ; ce samedi 12 octobre ce seront personnels et lycéen·ne·s devant le lycée Berthelot de Pantin pour réclamer que celui-ci soit rénové.

Nous demandons de vrais d'investissements dans notre département et dans tout le pays ! Une autre répartition des richesses et un traitement digne des fonctionnaires, des travailleur·ses et des usager·e·s.

Prendre l'argent où il est !

D'autres mesures sont possibles, ainsi l'Union Syndicale Solidaires dans son ensemble propose de :

- entamer une revue des niches fiscales et supprimer celles sans utilité sociale ou écologique ;
- revenir sur la baisse des impôts de production et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (20 milliards d'euros de recettes estimées) ;
- rétablir l'ISF (4,5 milliards d'euros de recettes estimées) ;
- imposer les revenus financiers au barème progressif de l'impôt sur le revenu et créer de nouvelles tranches pour un impôt vraiment progressif ;
- supprimer les exonérations de cotisations qui coûtent cher au budget de l'État, détruisent la protection sociale et tirent les salaires vers le bas (80 milliards d'économies) ;
- taxer les rachats d'action de manière conséquente et les superprofits (20 milliards de recettes estimées) ;
- investir dans les services publics et la bifurcation écologique.

L'austérité on connaît, c'est une autre politique qu'il nous faut ; nous ne nous taisons pas et continuerons à nous mobiliser pour réclamer la justice sociale et écologique !